

INTERVENTION DE DIDIER LE GAC
PRESIDENT DU GROUPE « FINISTERE A GAUCHE, FINISTERE POUR TOUS »

Séance plénière du Conseil général du Finistère du 20 juin 2013
(seul le prononcé fait foi)

Cher-es collègues, mesdames messieurs,

Chacun de nous est bien conscient des difficultés rencontrées par nos concitoyens dans notre département, et je pense en particulier aujourd'hui aux employés de Doux, de Gad et de Boutet-Nicolas, de Marine Harvest... Je pourrais en citer d'autres malheureusement.

J'entends parfois ici ou là que ces fermetures seraient la faute de la gauche arrivée au pouvoir. C'est masquer la réalité, ou avoir la mémoire courte, pour ne pas dire autres choses ! En effet, à peine le nouveau gouvernement de Jean-Marc Ayrault était-il installé que Doux déposait le bilan et engageait un plan de redressement. Cette crise est donc surtout le fruit d'un ensemble de faits, de conjonctures mais aussi de responsabilités passées. L'agriculture a peut-être été trop souvent mise en jachère pendant ces dernières années et c'est ainsi que les gesticulations d'hier ont sans doute caché un vrai immobilisme sur les enjeux d'avenir au niveau national et européen.

Mais il me semble peu utile de s'éterniser sur ces polémiques. Nos concitoyens attendent autre chose. L'essentiel aujourd'hui est d'agir ! C'est ce que fait le gouvernement qui a engagé plusieurs initiatives en faveur du monde agricole et nous espérons tous qu'elles portent très bientôt leurs fruits.

Le ministre Stéphane Le Foll a ainsi réuni plusieurs fois les acteurs des différents filières. Un travail est en cours aussi bien sur l'étiquetage des produits que sur la question des installations classées et de la simplification des procédures, ou encore sur la méthanisation.

Pour la production de lait, comme l'a rappelé dernièrement le ministre, le gouvernement a fait ce que personne n'avait fait depuis longtemps : il a négocié et mis en place un médiateur pour augmenter le prix auquel les produits sont achetés aux producteurs.

Nos parlementaires bretons sont aussi particulièrement mobilisés sur ces questions et je voudrais saluer leur action. Ils ont notamment œuvré, avec succès, et de manière collective, pour l'exonération du dispositif écotaxe des véhicules assurant la collecte de lait. Ils ont ainsi travaillé avec le ministre Frédéric Cuvillier pour parvenir à un accord respectant à la fois l'impératif européen de mise en œuvre de l'écotaxe et la prise en compte des enjeux agricoles et territoriaux.

Par ailleurs, les ministres Stéphane Le Foll et Guillaume Garot viennent d'annoncer avec les Régions de France un « pacte pour l'investissement productif » dans le secteur agroalimentaire. Cela permettra d'accompagner les modernisations et les développements, en cours et à venir, dans ce secteur.

Je voudrais souligner autre chose : comme nous le savons – mais peut-être est-il toujours bon de le rappeler – les Départements ne sont pas chefs de file pour le développement économique, et ce ne sera probablement pas le cas demain non plus.

Pour autant, nous y sommes attentifs. Dans les périmètres qui sont les nôtres, avec les outils que nous pouvons saisir et que nous pouvons nous-mêmes lancer, nous travaillons à mettre en valeur les atouts de notre département et à favoriser le bon développement des entreprises comme avec la délibération que nous prendrons aujourd'hui sur la refonte des aides aux entreprises...

Surtout, nous agissons pour favoriser l'emploi et pour aider ceux qui en sont les plus éloignés.

Car notre mission première, à nous les départements, c'est bien d'être garant des solidarités. Les 3/4 de notre budget sont d'ailleurs consacrés à ce véritable bouclier social !

Et être solidaires, c'est avant tout agir avec responsabilité et en pensant à l'avenir.

Le gouvernement agit en ce sens et nous entendons être à ses côtés, en prenant toute la place qui est la nôtre. Pour cela, nous pouvons nous appuyer sur ses initiatives et sur les politiques qu'il met en œuvre pour l'avenir de notre pays.

Pour l'avenir de nos jeunes, tout d'abord : notre responsabilité est justement de les aider à dessiner leur avenir, et en particulier leur avenir professionnel.

Le président de la République a fait de l'emploi et de la jeunesse des priorités nationales. Pour cela, plusieurs dispositifs ont été mis en place. Et nous entendons y prendre toute notre part.

Le 3 juin dernier, nous avons ainsi signé les premiers emplois d'avenir recrutés par le Conseil général du Finistère. Au total, nous aurons d'ici la fin de l'année 70 jeunes qui travailleront et se formeront dans les services du Département.

De plus, le Conseil général accompagne le recrutement de jeunes Finistériens dans les associations ainsi que dans le secteur médico-social (Ehpad, social, handicap).

Nous sommes donc mobilisés, aux côtés du gouvernement pour des objectifs communs : lutter contre la précarité professionnelle des jeunes et favoriser leur insertion. C'est cela agir avec responsabilité et en pensant à l'avenir !

Avec les bénéficiaires du RSA, les jeunes sortis du système scolaire, peu ou pas qualifiés, composent déjà le public cible de la politique d'insertion du Conseil général. A ce titre, le Département est déjà un partenaire actif des missions locales.

Tous ceux qui en ont les moyens doivent également agir dans ce sens ! Et je me demande bien d'ailleurs quelles raisons peuvent invoquer les collectivités qui refusent d'utiliser de tels dispositifs alors qu'un emploi d'avenir est financé à 75% par l'Etat !

Nous sommes responsables de l'avenir des jeunes, et donc aussi de ce que nous leur laisserons. Je souhaite à cette occasion dire aussi quelques mots de la situation de nos comptes publics.

Les gouvernements précédents ont légué à notre pays un surendettement historique : 1 789 milliards au 1^{er} trimestre 2012 contre 912 milliards d'euros en 2002. En dix ans, la droite a fait doubler l'endettement de la France.

C'est notre crédibilité au niveau européen et international qui était en jeu. C'est aussi notre avenir qui risquait d'être compromis. Car cette dette aujourd'hui c'est ce que nous léguerons aux générations futures qui devront rembourser, demain et après-demain, les intérêts.

Or les intérêts de la dette étaient devenus le premier budget de l'État, devant l'Éducation nationale !

C'est dans ce contexte difficile que François Hollande et le gouvernement de Jean-Marc Ayrault mettent en œuvre un « budget de combat contre la crise ».

Ce budget prévoit des économies sans précédents : 30 milliards d'euros. Jamais sous la 5^{ème} République un gouvernement n'avait consenti un tel effort de désendettement.

Agir avec responsabilité en pensant à l'avenir, c'est désendetter notre pays, c'est redresser les comptes publics. Cela est primordial si nous voulons avancer dans la durée.

C'est comme cela que nous retrouverons des marges de manœuvre. C'est comme cela aussi que nous pourrons agir sans hypothéquer l'avenir des générations futures.

Le Conseil général du Finistère comme les autres collectivités locales participeront à cet effort national.

Dans notre département, nous avons depuis de nombreuses années une gestion saine et équilibrée de nos finances. Notre niveau d'endettement est faible et notre gestion rigoureuse. C'est ainsi que nous avons pu réaliser des investissements d'avenir comme le pont de Térénez. C'est ainsi que nous pouvons continuer à investir dans la construction et la modernisation de nos collèges. C'est ainsi que nous pouvons investir pour déployer le très haut débit... C'est ainsi que surtout nous pourrons continuer à verser les allocations universelles de solidarités. Des discussions sont d'ailleurs en cours au niveau national à ce sujet pour les garantir dans tous les départements, en particulier ceux en difficultés.

L'avenir de nos enfants, nous le construisons donc aujourd'hui.

Comme je le disais, être solidaires, c'est agir avec responsabilité et penser à l'avenir. C'est ce nous ferons encore aujourd'hui à l'occasion de notre Séance plénière :

- solidarité avec les territoires tout d'abord à travers les contrats de territoires : la quasi-totalité du Finistère sera désormais engagé dans cette démarche de contractualisation. Ces contrats permettent de définir, ensemble, en partenariat, les grands enjeux mutualisés de chaque territoire et ainsi de préparer leur avenir.

- solidarités avec les communes ensuite, grâce à une politique d'accompagnement et à un programme volontariste d'aides financières pour l'assainissement, un enjeu essentiel pour notre environnement

- solidarités avec les plus fragiles toujours à travers les Pactes territoriaux pour l'insertion ;

- solidarités et responsabilités envers les personnes handicapées à travers le 4^{ème} schéma départemental : ce schéma est le fruit d'un travail de concertation que nous sommes fiers d'avoir portés et de présenter aujourd'hui ;

- responsabilités également face aux enjeux de santé publique, de sécurité alimentaire, de veille sanitaire... avec le rapprochement des laboratoires publics du Finistère et des Côtes d'Armor ;

- responsabilités enfin face aux évolutions de la société qui impliquent de faire évoluer notre organisation, nos services, nos méthodes et nos façons de faire parfois. Il s'agit pour nous de mieux adapter les services publics aux attentes des Finistériens, de prendre mieux en compte les réalités d'aujourd'hui en pensant déjà à celles de demain.

Oui, agir avec responsabilité, voilà ce qui guide nos actions, jour après jour !

Merci.